

Le règne de Mutsu-Hito, empereur MEIJI (1852 – 1912), divinité des Japonais



Par G.N.C.D. JJR 65

« Sur le point d'accomplir un changement encore inconnu dans notre pays, nous-même, avant tout le monde, nous faisons serment devant les dieux de l'Univers : nous ouvrons la voie à la sauvegarde de tout le peuple... »,
(« Serment en 5 articles » par Mutsu-Hito/Meiji , 6 avril 1868)

Il existe au sein du parc Yoyogi , à Tokyo, un domaine délimité incluant un très beau sanctuaire shintoïste, le principal – bien que l'un des moins anciens – et le plus visité des sanctuaires shintoïstes japonais : le *Meiji-Jingu*. Il s'agit du lieu dédié à une divinité (*kami*) du shinto (l'autre religion au Japon, avec le bouddhisme) : l'empereur Mutsu Hito, nom de règne Meiji. Plus de trois millions de Japonais y viennent annuellement, s'y marient souvent, et y prient quotidiennement. Juste tribut d'un peuple à son ancien souverain qui n'avait pour politique initiale que de rénover son pays, et qui y a réussi au-delà de ce que les Japonais – et d'autres peuples – pouvaient penser ou imaginer. Sous son règne et en moins de 4 décennies, le Japon esquiva les tentatives de domination étrangère et rejoignit le concert des grandes puissances, et ce, dès l'aube du 20^e siècle.

Intrônisé à l'entrée de l'adolescence, mûri très vite sous le feu de la nécessité, son règne a laissé une empreinte indélébile sur le Japon, mais a également influencé une partie de l'Extrême-Orient : la Chine, la Corée, le Vietnam se sont expressément référés à cet empereur moderniste, durant leur lutte contre l'intrusion occidentale de l'ancien temps. Les Japonais lui attribuent la naissance du Japon moderne, sans faire la part de ce que l'intéressé a vraiment fait, et de ce que son entourage dévoué a fait en son nom. Tâchons d'y voir – peut-être – plus clair, malheureusement en quelques pages.

Les prémices

L'empire nippon de 1867, pays fondamentalement agraire, subissait depuis 1854 (apparition menaçante de la flotte américaine du commodore Perry dans la baie d'Edo – le Tokyo actuel) les problèmes dus à l'attitude des puissances occidentales mues par le mouvement de l'expansion colonialo-économique. Des traités inégaux avaient été imposés à la Chine après la guerre de l'opium et au Japon (ouverture forcée des ports avec des droits de douane trop faibles) par les Occidentaux (France, Allemagne, Etats-Unis, Gde Bretagne, Russie), les Anglais arrachant par ailleurs des concessions territoriales à la Chine, les Français commençant à faire main basse sur le Vietnam, le Cambodge et bientôt le Laos, et les Russes convoitant ouvertement la Corée.

Le régime shogounal japonais de ce temps présentait des signes de déliquescence sous les effets d'une crise sociale lancinante due à trois facteurs principaux : le manque de terre cultivable, la gronde des daimyos (seigneurs féodaux détenteurs de fiefs qui sont de fait autant de principautés héréditaires semi-autonomes), et l'érosion progressive de l'autorité du clan des Tokugawa détenant le shogounat. Rappelons que le shōgoun (« généralissime ») exerçait le pouvoir en sa totalité, au nom de l'Empereur qui le nommait , mais que cette nomination était devenue au fil des siècles



quasi-automatique, d'autant que le shogounat était devenu héréditaire depuis 1602 après l'accession de Ieyasu TOKUGAWA au pouvoir.

De fait et en cette année 1867, la succession éventuelle du régime shogunal se posait depuis plus d'une décennie. Des émeutes de la faim avaient lieu dès le début du 19^e siècle, des révoltes populaires avaient été réprimées, comme l'a été également une révolte militaire du clan méridional de Choshu. Le dernier shôgoun, Yoshinobu TOKUGAWA, était à peine arrivé au pouvoir depuis un an après bien des péripéties (1) et était indécis devant les événements: l'empereur Keimo – autorité suprême japonaise de qui il détenait le pouvoir même si cette autorité suprême était seulement formelle depuis le 13^e siècle – lui avait officiellement signifié son opposition à une politique trop conciliante face aux puissances étrangères. Cet empereur mourut en automne 1867 et son fils Mutsu-Hito accéda à la fonction suprême sous le nom de règne de Meiji. Nous avons déjà relaté la chute du shogounat (cf *renvois*, en fin d'article)

L'acte fondamental

La tâche était immense dès le départ pour les dirigeants nouveaux de 1868 entourant l'empereur Meiji encore adolescent :

- à l'intérieur, bâtir un système entièrement nouveau sur les décombres du régime shôgounal défunt
- à l'extérieur, se faire respecter par les puissances étrangères afin de se débarrasser de leur intrusion
- financièrement, disposer d'un vrai budget central permettant une modernisation accélérée
- socialement, unifier et régénérer le peuple par des mesures quasi-révolutionnaires.

Les nouveaux dirigeants, et l'empereur lui-même, ne savaient pas où le chemin emprunté allait finalement conduire le pays, mais ils s'y engagèrent résolument. Dans ce but, et afin de frapper l'ensemble du pays, Meiji fit une déclaration publique en avril 1868 l'engageant personnellement : le célèbre « Serment en Cinq Articles », dont une partie figure sous le titre du présent article en page 1.

Hirobumi ITO, Premier Ministre, concepteur de la constitution de 1889

I – LES AFFAIRES INTERIEURES

Les bases

Le pays était déjà en cours de modernisation depuis 1862, surtout d'un point de vue naval et militaire : il fallait parer au plus pressé devant la menace occidentale. Meiji et ses proches disposaient donc d'un acquis d'origine shogounale, grâce à Yoshinobu TOKUGAWA, le dernier shôgoun. Le rétablissement de l'autorité impériale de fin 1867, affermi dès le début de 1868, avait été fait au nom d'un slogan simple : *Sonno Joi* (« honorer l'empereur, bouter les barbares », ce dernier mot désignant les Occidentaux tous confondus). Ce slogan faisait la force de ceux qui ont le plus contribué à la chute du shogounat, les clans/fiefs de Satsuma, de Choshu, et à un moindre degré, de Tosa. Ce fut surtout les deux premiers fiefs qui fournirent les hommes entourant le jeune souverain au début. Issus d'un milieu de samouraïs provinciaux, ne connaissant pas la Cour, ils pouvaient tout se permettre. Et ils se permirent *tout*, faisant table rase du passé au nom de Meiji et de la modernisation obligatoire sous peine de mort du Japon indépendant, sans regret aucun pour le passé.



Les forces armées

Les grands clans de Satsuma et de Choshu au sud disposaient chacun déjà d'une armée et d'une flotte en cours d'occidentalisation avant 1868, tout comme le shogounat lui-même, de par leur contact à leur corps défendant avec les puissances occidentales depuis 1853 / 1854. A Yokohama existait un chantier naval moderne établi avec l'aide des Français, qui misaient à fond sur le régime shogounal depuis 1862.

La chute des Tokugawa amena une fusion et une modernisation accélérée des armées. Satsuma, grâce à sa marine moderne, put fournir les cadres de ce qui allait devenir la fameuse flotte impériale invaincue pendant plus de 60 ans, et ces nouveaux cadres allaient rester à la tête de la marine nipponne pendant pratiquement tout le règne de Mutsu-Hito/Meiji. Anciens samouraïs, ces officiers allaient insuffler un esprit formidable à la marine japonaise, ceci expliquant en partie leur victoire navale de Tsushima contre la flotte russe en 1905.

Pour sa part, le clan de Choshu s'attela à l'armée terrestre nouvelle ; le régime impérial rénové était devenu assez solide pour annoncer le service militaire national dès 1873 : le métier militaire n'était désormais plus l'apanage des samouraïs d'antan. Ceci confirma un fait de ce temps: un conscrit nippon formé et équipé à l'occidentale se battait aussi bien qu'un

samouraï, et le régime shogounal avait effectivement subi des défaites militaires de 1866 à fin 1867 - date de sa chute - face aux forces armées composées de soldats d'origine paysanne de Satsuma et Chosu. En l'espace d'une seule génération, et avec le brassage des classes sociales, les forces armées japonaises devinrent une vraie force nationale moderne mais conservant l'esprit des guerriers d'autrefois. Les Russes en subirent le poids à terre, en 1905.

La société

Dire qu'au nom de Meiji fut menée une véritable révolution sociale en une décennie n'est en aucun cas exagéré. Dès 1871, l'égalité de tous devant la loi fut établie, y compris pour les exclus de la société nippone, les *burakumin*, ces fameux parias qui pratiquaient des métiers prétendus « impurs » (boucherie, tannage du cuir etc.). Le paysan nippon se réveilla du jour au lendemain l'égal en droit du samouraï qu'il craignait – au prix de sa vie – trois ans seulement auparavant. Pour bien établir la notion d'égalité pour tous, la classe militaire des samouraïs (6 à 7% de la population) fut abolie en 1876. Un code civil fut un peu tardivement promulgué en 1896, rédigé par trois spécialistes du droit dont Tomii MASAKIRA, docteur en droit (1883) de l'université de Lyon en France, qui reçut pour ce fait le titre de baron d'Empire.

La même année 1876, l'instruction publique obligatoire fut décrétée et un ministère de l'éducation nationale établi. Ce fut l'une des plus lourdes charges financières du début du régime de Meiji, avec l'indemnisation des daïmyos (anciens seigneurs chefs de clans) et le coût de l'industrialisation à marche forcée. Mais les gains pour le pays furent énormes : dès 1900-1910, le nombre de diplômés de haut niveau excédait les besoins du pays. La fonction publique pour sa part fut formée par la nouvelle Université Impériale de Tokyo (« ToDai »), devenue de nos jours l'équivalent de l'ENA française.



Usine japonaise créée en 1872 à Tomioka, département de Gumma

L'habillement à l'occidentale devint la norme d'abord dans les villes, ensuite dans les campagnes. Le bouddhisme introduit au Japon au 7^e siècle fut délaissé au profit du shintoïsme, décrété religion du pays car datant de la naissance de l'empire ; la population n'en tint pas fondamentalement compte, ce qui explique que de nos jours, « le Japonais naît shintoïste et meurt bouddhiste », tout comme avant Meiji.

Le changement radical de la société en moins d'une décennie amena néanmoins des réactions et il est piquant de remarquer que la brève révolte armée des samouraïs de Satsuma à l'annonce de l'abolition de leur statut en 1876 fut menée par Takamori SAIGO, un samouraï ancien ministre ayant fait partie des « activistes » qui soutinrent initialement le nouveau régime à ses débuts, révolte écrasée dans le sang à Tokyo-même, à l'emplacement actuel du plus grand parc public tokyoïte, celui d'Ueno (2). Saigo se suicida rituellement . Les samuraïs n'existaient définitivement plus : il fallait respecter à la lettre le serment d'avril 1868 du dieu vivant Meiji.

La modernisation

Soyons clairs : la soie et les produits soyeux constituaient – et constituèrent jusqu'au début du 20^e siècle – la base de l'industrie japonaise et de ses exportations. Cela étant, certains des dirigeants entourant Meiji avaient voyagé avant même l'avènement du nouveau régime. Ils avaient donc vu, et appris.

Dès leur arrivée au pouvoir, il envoyèrent de très nombreuses missions à l'étranger dont le but fondamental était d'étudier tout ce qui pouvait être transplanté au Japon. Ensuite, ils prirent la décision d'embaucher des experts étrangers aux frais du Japon, qui devront s'atteler à la tâche de faire décoller industriellement le pays. Ces experts étaient payés plus que dans leur pays d'origine (le Japon a pratiquement créé le système international des « primes d'expatriation ») mais étaient assez restreints en nombre :

quelques centaines en permanence jusque dans les années 1880, le total atteignant 2 229 de 1868 à 1890, année où le dernier expert fut remercié. C'est ainsi que l'on vit le début des hauts fourneaux nippons, la croissance des chantiers navals, des travaux publics, la naissance de la mécanique, du réseau ferré, et l'optimisation de la culture de la soie et des filatures. Finalement, tous les experts étrangers quittèrent le pays, et propagèrent la nippophilie dans leurs pays respectifs, en particulier dans l'art (la vogue occidentale des estampes japonaises date de cette époque – grâce entre autres à Vincent Van Gogh – avec en symétrie l'éclosion de la peinture à l'huile et de l'aquarelle nippones très influencées par la vague impressionniste de ce temps) .

← Occidentalisation de la femme japonaise sous Meiji

De la période 1870 à 1914 (pratiquement durant tout le règne de Meiji), tout ce qui venait de l'étranger fut adopté et assimilé, y compris dans l'alimentation quotidienne (3).

Pour la modernisation du pays, le Japon, pragmatique, s'inspira des USA pour le commerce, de la France pour l'administration et le droit, de l'Allemagne pour les armées, de l'Angleterre pour certaines pratiques parlementaires

Le système gouvernemental

Au début, l'appareil gouvernemental ne varia que peu : l'ensemble du personnel politique travaillait selon le mode traditionnel, indirect et caché : il y avait les titres officiels, et les vrais détenteurs du pouvoir.

Les titres ministériels étaient accaparés par le personnel en provenance de Satsuma et de Choshu, d'origine souvent modeste, mais le pouvoir réel, entraînant l'écoute attentionnée par l'empereur, était aux mains d'un petit cercle, les « Genros » (les Anciens), un équivalent officieux du très officiel Cơ Mật (conseil secret de l'empire) vietnamien de la même période, sous l'empereur vietnamien Tự Đức. Ces Genros s'imposèrent après la première décennie du règne et furent formés, là encore, de gens des clans Satsuma et Choshu. Cependant, et là encore, il fallait instituer un système moderne, avec au sommet une vraie constitution. D'autant que Meiji lui-même avait évoqué régulièrement la convocation d'assemblées représentatives.

De fait, dès 1880 eurent lieu les premières élections municipales, précédées l'an d'avant par des élections aux conseils régionaux (les conseils actuels des « préfectures », c'est-à-dire des départements).

Tomii Masakira, l'un des 3 « pères » du Code Civil japonais →

La constitution japonaise

Elle eut du retard, car se posait un vrai problème : l'empereur étant un dieu vivant ayant récupéré la plénitude de ses pouvoirs, il fallait qu'il pût gouverner également, et non pas seulement régner comme sous le régime shogounal. De plus, le gouvernement – bien que moderniste – freinait la préparation d'une constitution devant la peur de l'inconnu : le pays était encore sous régime féodal (monarchie absolue de roit divin) en 1867. Les dirigeants nippons promirent néanmoins qu'au plus tard en 1890 le pays allait avoir une constitution : il fallait respecter le serment public de Meiji. Un homme, Okuma, avait remis une étude recommandant l'adoption du système parlementaire anglais, la « mère des Parlements ».

L'esquive, pour protéger partiellement le pouvoir de l'empereur, fut d'étudier très soigneusement les systèmes parlementaires les moins évolués de l'Europe de ce temps : celui des empires allemand et austro-hongrois. Pendant ce temps, le premier vrai gouvernement moderne avec tous les ministères appropriés put voir le jour en 1885, avec pour premier ministre Hirobumi ITO, qui allait lui-même être le concepteur de la constitution.

Ladite constitution vit le jour en 1889, officiellement « octroyée » par l'empereur, qui vit son statut personnel inchangé : personnage sacré et inviolable, statut inchangé jusqu'en 1945. Les pays occidentaux, très intéressés par l'expérience, furent déçus. Le système électoral était en effet censitaire (ne votaient que ceux payant un certain montant d'impôts), ce qui fait que le corps électoral ne représentait qu'environ 6% de la population selon Edwin Reischauer (4). Faire la fine



bouche était aisé, mais c'était oublier que de par leur propre volonté, des dirigeants d'un pays asiatique de l'époque acceptaient de perdre volontairement une partie de leur pouvoir.

N'empêche, le pays était devenu une monarchie constitutionnelle bicamérale, la seule en Asie à l'époque. La chambre haute, dite Chambre des Pairs, reçut les représentants de la nouvelle noblesse nippone, avec des titres exactement équivalents aux titres européens (prince, duc, comte, etc.). En effet, l'application des traditions européennes dans ce domaine permettait de mettre du baume au cœur des anciens daimyos et autres samouraïs de haut lignage et éteindre leur rancœur, car beaucoup avaient perdu leur fortune et leur statut avec le nouveau régime.

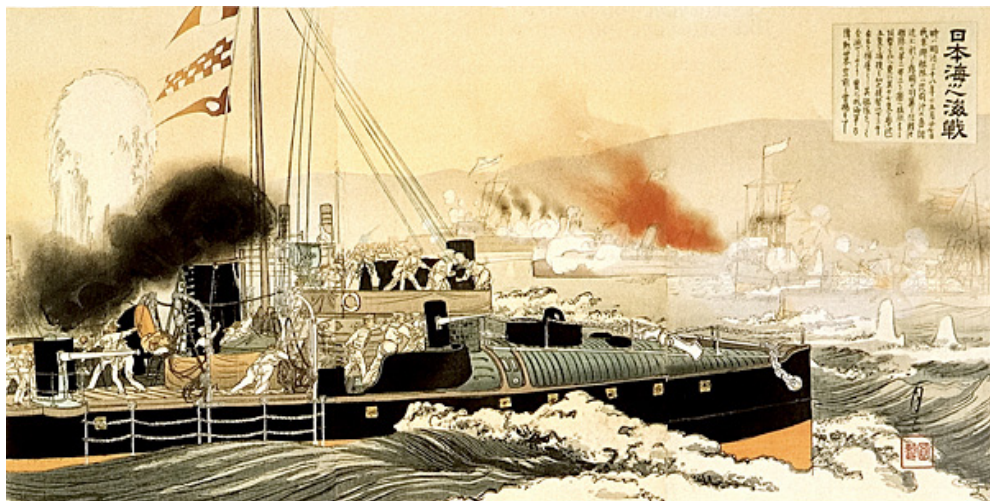
Les finances

La disparition des daimyos dès 1869 par expropriation de leurs fiefs en contrepartie de Bons d'Etat, et leurs transformation en préfets du nouveau régime, salaire à l'appui, permit à l'Etat nippon de bâtir une vraie politique financière centrale. Le yen, nouvelle monnaie nationale introduite dès 1871, et le capital réuni grâce à l'expropriation des anciens fiefs seigneuriaux permirent la mise en place d'un système bancaire moderne. Le yen allait rester imperturbablement stable jusqu'à la première guerre mondiale : valeur de 0,50 US\$ de ce temps.

Les obstacles économiques furent infinis : indemnisation des daimyos, frais militaires dus à la révolte des samouraïs de 1876, paiement des experts étrangers, dépenses énormes pour la création de l'école obligatoire pour tous, tout cela entraînant une grosse inflation durant la décennie 1870. L'arrivée d'un ministre des finances énergique en 1881, Matsukata, creva l'abcès : toute l'industrie nationale naissante fut privatisée. De là la mainmise par quelques groupes financiers sur l'industrie, devenus plus tard les fameux *zaibatsu*, et dont les « descendants » sont toujours là en 2012 : Mitsui, Mitsubishi etc.

La bataille navale de Tsushima →

L'industrie moderne japonaise allait entamer sa croissance, avec l'achèvement de la révolution industrielle japonaise atteint vers 1920.



II – LA POLITIQUE ETRANGERE

La politique étrangère suivie sous Meiji eut deux périodes successives :

- se faire respecter par les puissances occidentales d'abord
- acquérir ensuite une stature de grande puissance, initialement aux dépens de la Chine, ensuite contre la Russie

Le respect des Occidentaux fut gagné dès 1894, année où la Gde Bretagne, impressionnée par la modernisation japonaise ultra-rapide, renonça à ses droits d'extra-territorialité obtenus dans les années 1850, suivie peu à peu par les autres pays occidentaux. A partir de cette date, l'on peut dire qu'aucun problème en Asie Orientale ne pouvait être traité sans le Japon.

La Chine et la Corée

Elève doué des pays occidentaux au 19^e siècle, le Japon utilisa contre la Corée les mêmes méthodes, et força l'ouverture des ports coréens à son profit dès 1876. Or, le royaume de Corée reconnaissait la suzeraineté chinoise. La montée en puissance très visible de l'empire nippon lui permit en 1879 d'annexer très officiellement le royaume indépendant des îles Ryu Kyu aux dépens de la Chine qui en était également le suzerain, et qui fut transformé en département (« préfecture ») d'Okinawa. Encore contre la Chine, mais en Corée, le gouvernement japonais envoya des troupes d'intervention en 1894, suite à une révolte locale. C'était provoquer la guerre. Mais la Chine, désormais trop faible, fut vaincue militairement, et le Japon y gagna non seulement l'île de Formose (de jours Taïwan) mais également à terme un protectorat officiel sur la Corée en 1905, transformé en annexion pure et simple. L'impérialisme japonais naissait, mais avec l'agrément tacite des grandes puissances, dont faisait partie désormais le Japon.

La Russie

La Russie tsariste, seule, n'accepta pas ce fait, car la Corée était sous sa convoitise. Le gouvernement japonais, se sentant conforté par une alliance signée avec la Gde Bretagne en 1902, prit les devants. La flotte russe d'Extrême-Orient fut torpillée en 1904 sans déclaration de guerre (sinistre présage pour Pearl Harbour en 1941) pendant que les troupes japonaises débarquaient en Mandchourie et bloquaient les ports chinois où se trouvaient le reste de la flotte russe d'Asie. La flotte russe d'Europe arriva en renfort en 1905 mais fut interceptée et détruite à Tsushima par la nouvelle flotte

impériale japonaise, ultra-moderne. Le retentissement en fut inouï : pour la première fois, une nation non-occidentale avait défait militairement une grande puissance européenne. Les deux pays signèrent néanmoins et rapidement la paix car le Japon avait épuisé ses ressources financières dans ce nouveau conflit, et parce que la Russie craignait des troubles intérieurs, qui d'ailleurs arrivèrent.

L'acquisition par le Japon du statut de grande puissance était définitivement achevée cette année-là. Les grands pays occidentaux le comprirent et l'acceptèrent.

Meiji deux ans avant sa mort →

III – LE ROLE PERSONNEL DE MEIJI

Meiji fut admiré et respecté par l'Asie Orientale dès la victoire japonaise contre la Chine en 1894-95, reconnue par le traité de Shimonoseki. Les peuples de cette région du monde y voyaient une possibilité de régénérescence nationale pour leur pays, permettant de se soustraire à la politique d'expansion de l'Europe. En fait, ces peuples admiraient le symbole, car l'homme Meiji était tout sauf connu. En effet, et comme avec toutes les monarchies asiatiques de l'époque, tout ce qui concernait le monarque était secret de fait. Ceci explique pourquoi peu de détails sont connus sur l'homme Meiji, sur sa vie personnelle, sur son action réelle, alors que tout détail de son règne est désormais bien connu. Paul Akamatsu a décrit l'entrée de Meiji dans la nouvelle capitale, Tokyo ex-Edo, en 1869, dans son excellent livre (cf « bibliographie succincte » en fin d'article). C'est peu, mais c'est le même cas pour les autres auteurs

La part réelle de Meiji dans la rénovation du Japon reste encore une inconnue ; cependant certaines choses sont clairement discernables :

- Meiji a été porté initialement par le mouvement anti-shogounat, car c'est lui qui fut le symbole autour duquel la lutte contre le shōgun se déclencha réellement, en 1866 (révolte de Choshu), et c'est bien lui qui fit l'objet du slogan 'Révérons l'empereur, chassons les barbares' ; il sut en tirer parti
- l'empereur, bien que trop jeune au début, devait être assurément très bien conseillé dans l'intimité, pour son parcours public ; nous ne parlons pas du gouvernement, dirigé par des gens acquis à sa cause, mais bien de l'intimité de la Cour
- sa personnalité était forte : aucun monarque asiatique n'a entraîné des fidélités aussi exceptionnellement longues ; en effet sa mort en 1912 fut un traumatisme pour le pays, et des hauts personnages de l'Etat et des armées se donnèrent la mort par suicide rituel (*seppuku*) pour le suivre dans la mort, phénomène qui ne s'était pas vu depuis des siècles pour un empereur nippon : on ne se tue pas pour des personnages falots.

- sa volonté de soutenir le mouvement de modernisation semble avoir été vraiment sincère : dès le début du règne, il apparut partout, inlassablement, et surtout dans les nouvelles implantations de l'industrie nipponne naissante

← Portail du Meiji-Jingu, Tokyo

- son intelligence politique ne peut être mise en doute en dépit de son inexpérience initiale, car il décida de réhabiliter très vite Saigo, son ancien ministre qui s'est rebellé en 1876 au nom de la caste des samouraïs (une statue de Saigo figure depuis lors dans le parc d'Ueno à Tokyo) ; de même le dernier shōgun, Yoshinobu Tokugawa, reçut le titre de prince japonais et siégea à la Chambre des Pairs, car Meiji était probablement reconnaissant en secret à ce dernier shogoun d'avoir commencé à moderniser le pays une décennie avant la « restauration » du pouvoir impérial, ainsi que d'avoir rendu librement le pouvoir shogounal à

l'empereur, sans rebellion vraie et en dépit de ses propres fidèles et des attaques des fiefs révoltés Satsuma et Choshu.

La vie personnelle de Meiji, du peu que l'on connaît, semble avoir été simple. Marié à Dame Haruko devenue l'impératrice Shoken, il n'en eut pas d'enfants, mais eut 15 enfants issus de plusieurs dames de la Cour, car il fallait des



fil pour la dynastie. Il estimait sa femme, et on sait que le petit jardin près du temple dédié à sa mémoire dans le parc Yoyogi à Tokyo est celui dans lequel il faisait planter certaines espèces de fleurs pour le plaisir de sa femme.

Une chose est sûre, en revanche : c'était un poète-né, ayant laissé selon certains auteurs des dizaines de milliers de *haïkus* (poèmes extrêmement courts de quelques vers de quelques pieds) et de poèmes, dont seulement quelques centaines ont été publiées. Et si les poèmes exprimaient réellement la sincérité de son auteur, alors Meiji aurait été un être profondément pacifique. Etrange similitude avec Minh Mạng, empereur vietnamien de 1820 à 1840 : vrai poète et empereur très énergique. Similitude étrange car et pourtant, c'est bel et bien sous le règne rénovateur de Meiji que le Japon a connu le début de son impérialisme. Et les armées relevaient bien de lui à travers les ministres de la Marine et de l'Armée qui se présentaient devant lui courbés en 2 pour recevoir des ordres lors des guerres de 1894-95 contre la Chine et de 1905 contre la Russie, sans parler de l'annexion de la Corée, et sans omettre la main de fer s'abattant sur les populations coréenne et formosane/taïwanaise dès leur soumission respective en 1910 et en 1895.

Meiji ? Un symbole d'unité nationale et une chance absolue pour le Japon, mais pour l'homme de la rue, une énigme en tant qu'être humain, et cela tant qu'une biographie vraiment fiable et détaillée n'est pas disponible. Dans l'intervalle, le Meiji-Jingu, temple magnifique par sa taille mais surtout par sa sobriété tranquillement majestueuse, et dédié à sa mémoire, servira encore de point de repère national à un peuple ayant connu depuis 1868 les affres ininterrompus d'une révolution tranquille initiée par l'empereur révolutionnaire que fut Meiji, puis les tourments des guerres, des cataclysmes naturels, et de l'atome.

G.N.C.D.

Renvois :

(1) cf : http://aejrsite.free.fr/goodmorning/gm122/gm122_YoshinobuTokugawaLeDernierShogun.pdf

(2) bataille racontée sous forme plus que romancée dans le film « Le dernier samouraï » avec T. Cruise

(3) c'est de l'ère Meiji que date l'élevage du boeuf dit de Kobé et l'utilisation des produits laitiers, et l'adoption au Japon des nouilles « à la chinoise » à base de blé devenues localement le fameux « ramen », les nouilles japonaises étant à base de sarrasin ou de riz

(4) né au Japon, ancien professeur à Harvard devenu ambassadeur des USA à Tokyo dans les années 1960, auteur d'un excellent ouvrage sur les Japonais, voir « bibliographie » ci-dessous

Bibliographie de base :

- « *Histoire du Japon et des Japonais* », Edwin Reischauer, ré-édité et complété en 1997 par R. Dubreuil, Editions du Seuil. Il s'agit de l'ouvrage de base fondamental pour ceux qui veulent découvrir l'histoire de l'empire nippon et des Japonais, écrit dans un style très simple et débarrassé de tout détail inutile pour les néophytes en la matière. Un « must ».

- « *Meiji 1868* », Paul Akamatsu, 1968, Editions Calmann-Lévy. Un des premiers livres sur le règne de Meiji, en France.

- « *Histoire du Japon – Des origines à la fin de Meiji* », Francine Hérial, Publications Orientalistes de France, 1996 – histoire non seulement factuelle et chronologique mais également économique et sociale.

- « *Quand le Japon s'ouvrit au monde* »- Francis Macouin et Keiko Omoto – 1990 – Editions Gallimard/Réunion des Musées Nationaux.. La modernisation initiale (politique, sociale, militaire, artistique, populaire) du Japon sous le shogounat puis sous Meiji, via les récits des Occidentaux dont l'homme qui donna son nom au musée Guimet (le plus grand musée d'arts asiatiques hors d'Asie), et via une iconographie particulièrement riche et souvent exceptionnelle.